



## PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION du DEVELOPPEMENT  
DURABLE et des POLITIQUES  
INTERMINISTERIELLES  
Bureau de l'Aménagement du Territoire  
et de l'Environnement

NANCY, le 16 JUIL. 2009

**Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département**  
Chevalier de l'ordre national du mérite

N°2008.446

VU le livre V du Code de l'Environnement, et notamment son article L.514-1 ;

VU le décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007 modifié relatif au livre V de la partie réglementaire du Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 16069 du 26 août 1993 autorisant la Société Européenne de Galvanisation à poursuivre l'exploitation d'une usine de galvanisation à chaud de métaux sur le territoire de la commune de BACCARAT ;

VU le rapport CM/559/2009 de l'inspection des installations classées de la DRIRE en date du 30 juin 2009 ;

CONSIDERANT le non-respect dans les émissions atmosphériques issues du conduit n°2 de la valeur limite en concentration fixée pour le zinc à l'article 3-4 de l'arrêté préfectoral n° 16069 du 26 août 1993 autorisant la Société Européenne de Galvanisation à poursuivre l'exploitation d'une usine de galvanisation à chaud de métaux sur le territoire de la commune de BACCARAT ;

CONSIDERANT que le non-respect de ladite disposition constitue un manquement aux obligations réglementaires et qu'il y a lieu de mettre fin à cette situation ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

### Article 1<sup>er</sup>

La Société Européenne de Galvanisation est mise en demeure, dans un délai maximal de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté, de mettre en œuvre toutes les mesures indispensables pour respecter au débouché du conduit n°2 des installations de traitement de surfaces qu'elle exploite à Baccarat la valeur limite en concentration fixée pour le zinc à l'article 3-4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 16069 du 26 août 1993.

## Article 2

Faute pour l'exploitant de se conformer à la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions prévues à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement.

## Article 3

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

## Article 4

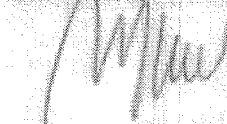
M. le secrétaire général de la préfecture, M. l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur le directeur de la Société Européenne de Galvanisation

Et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de LUNEVILLE
- Madame le maire de BACCARAT
- Monsieur l'inspecteur des installations classées.

Le secrétaire général  
chargé de l'administration de l'Etat  
dans le département



François MALHANCHE